

Les crédits

Or, il y a une importante série de principes à respecter. Comment les îles Cayman financent-elles leurs projets? Grâce à un groupe d'entreprises étrangères qui s'y inscrivent afin d'échapper au fisc de tous les autres pays du monde.

Le député propose que le Canada devienne un abri fiscal pour toutes les entreprises inadaptées du monde qui veulent éviter d'assumer leur responsabilité de payer des impôts au gouvernement légitime de leur pays.

Quelle bonne stratégie en matière d'emploi que celle du Parti réformiste! La stratégie des îles Cayman! Mais je ne crois pas que cela plaise aux Canadiens.

Les Canadiens considèrent le Canada comme un pays industriel sérieux, l'un des sept plus industrialisés au monde, et ils comprennent qu'il nous faut une stratégie globale, qui intéresse non seulement l'infrastructure, mais tout un ensemble d'éléments. L'infrastructure est un élément important, mais il y a aussi la stimulation des petites entreprises, la réduction des cotisations sociales des petites entreprises, de bons programmes de formation, une réelle possibilité de mettre un système d'éducation en place et un programme populaire complet.

Voilà ce qui va créer des emplois et non suivre les préceptes et les principes des îles Cayman.

M. Jim Gouk (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, au nom de Tom Hanks, je voudrais remercier le ministre du Développement des ressources humaines, car s'il avait choisi une autre carrière, M. Hanks n'aurait peut-être pas remporté son prix d'hier soir.

Je voudrais signaler une chose ou deux. Le ministre a parlé des programmes d'apprentissage, des prêts aux étudiants et du Service jeunesse. Il est injuste de regrouper tous ces programmes et de dire que nous les rejetons en bloc. Il y a certains programmes qui ont plus de mérite que d'autres.

Par exemple, le programme d'apprentissage qui débouche directement sur un emploi est très valable. Par contre, le gouvernement fait peut-être fausse route lorsqu'il prétend pouvoir aider nos pauvres diplômés des collèges en les enrôlant dans des projets communautaires leur donnant des emplois artificiels qui n'élargissent en rien leurs perspectives de carrière. Ce n'est pas nécessairement une dépense judicieuse.

Il y a ensuite la réduction des cotisations d'assurance-chômage qui a souvent été décrite par l'expression «écran de fumée». Une fois la fumée dissipée, on constate que le gouvernement a majoré ces cotisations, mais qu'il a annulé cette majoration avant son entrée en vigueur en se vantant que cela créerait quelques emplois dans des petites entreprises. À mon avis, le gouvernement aurait dû prévoir une augmentation de 3 \$ des

cotisations plutôt que de 30c., ce qui lui aurait permis, après l'avoir annulée, de se vanter d'avoir créé dix fois plus d'emplois.

• (1355)

Si le programme d'infrastructure est nécessaire, c'est tant mieux. Mais voyons de quoi il retourne. Encore une fois, c'est un écran de fumée parce que ce programme ne créera pas d'emplois. Nous avons déjà expliqué clairement que les fonds prévus pour ce programme serviront à payer des contrats accordés à des entreprises qui ont déjà leurs employés et qui n'en embaucheront pas de nouveaux.

Selon des études, le gouvernement dépense 70 000 \$ pour créer un emploi à 35 000 \$ qui lui rapporte 10 000 \$.

À ce compte-là, il faudrait 96 milliards de dollars pour créer des emplois qui rapportent 1,6 million de dollars. Même si cet argent tombait du ciel et n'ajoutait rien au déficit, une fois les milliards dépensés, nous nous retrouverions à la fin de l'année sans un seul emploi de plus. Le programme d'infrastructure du gouvernement ne crée donc pas d'emplois. On s'attaque à un problème, mais sans toucher au déficit.

Comment le gouvernement créera-t-il des emplois durables s'il applique encore la vieille recette libérale consistant à dépenser et à taxer sans toucher au déficit?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je suis vraiment ravi que le député m'ait posé une question aussi profonde en ne me laissant que 30 secondes pour y répondre. De toute façon, monsieur, je crois que la question mérite une réponse de cette longueur.

Comment nous y prenons-nous? Il y a un principe fondamental que le député devrait comprendre, soit que la décision d'investir dans le pays, dans l'infrastructure, dans les écoles et dans les routes est essentielle si on veut stimuler la croissance et créer des emplois.

En s'opposant au programme d'infrastructure que toutes les municipalités d'un bout à l'autre du pays ont réclamé afin d'améliorer leur système de transport, les députés nuisent à la croissance et à la création d'emplois à long terme.

Ils doivent tenir compte du fait que 40 p. 100 ou même 50 p. 100 des travailleurs de la construction sont sans travail et que ce programme de création d'emplois est un élément parmi plusieurs qui leur permettra de retourner au travail, qui stimulera la croissance dans notre pays et qui montrera au Parti réformiste à quel point sa stratégie d'emploi est ridicule.

Le président suppléant (M. Kilger): Comme il est 14 heures, conformément au paragraphe 30(5) du Règlement, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés prévues à l'article 31 du Règlement.